

## Jean-Baptiste André Godin à Jules Favre, 29 janvier 1868

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

### Les relations du document

**Collection Correspondant.e.s**

[Favre, Jules \(1809-1880\)](#)  *est destinataire de cette lettre*

---

[Afficher la visualisation des relations de la notice.](#)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (10)

Collation 4 p. (35r, 36r, 37v, 38r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Jules Favre, 29 janvier 1868, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 21/12/2025 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/10924>

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famelistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN

## Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [29 janvier 1868](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Favre, Jules \(1809-1880\)](#)

Lieu de destination Inconnu

## Description

Résumé

À propos de la liquidation de la communauté de biens des époux Godin-Lemaire. Godin poursuit les réflexions exposées dans son courrier précédent à Favre sur les justes voies de l'évaluation des biens de la communauté. Il ne voudrait pas, notamment, que les brevets postérieurs à 1863 et les modèles nouveaux d'appareils soient compris dans la licitation.

## Mots-clés

[Capitaliste \(système\)](#), [Consultation juridique](#), [Famillistère](#), [Finances d'entreprise](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Idées politiques](#), [Industrie](#), [Procédure \(droit\)](#), [Socialisme utopique](#)

Événements cités [Séparation des époux Godin et Lemaire \(1863-1877\)](#)

## Informations biographiques sur les correspondant·es et les personnes citées

Nom Favre, Jules (1809-1880)

Genre Homme

Pays d'origine France

Activité

- Droit/Justice
- Politique

Biographie Avocat et homme politique français né en 1809 à Lyon (Rhône) et décédé en 1880 à Versailles (Yvelines). Représentant du peuple en 1848 et en 1849, député de 1858 à 1870, membre du gouvernement de la Défense nationale, ministre, député en 1871 et sénateur de 1876 à 1880. Il est avocat de Godin en 1863-1865 dans le procès en séparation qui l'oppose à sa première épouse [Esther Lemaire](#).

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 15/12/2021

Dernière modification le 26/04/2023

Genève le 29 janvier 1868

35

à Monsieur Jules Facke

Monsieur

Très fatigué et pressé par l'honneur du  
commerce je n'ai fait qu'aborder la question  
des différents systèmes qui s'offrent à l'esprit  
au sujet de ma liquidation, je vous en prie  
aujourd'hui ce que je voulais vous en dire.

Je n'ai rien entendu de plus rationnel  
que la proposition que vous m'avez fait  
de considérer mes établissements et mes entreprises  
comme un tout indivisible, susceptible d'une  
double évaluation, l'une se rapportant à la valeur  
du présent, l'autre au moment de la  
liquidation, pour établir la proportionnalité des  
droits sur le prix de la chose.

Pourtant il faudrait en voir que mes  
intérêts fussent sauvegardés contre les chances  
d'une estimation fautive car les chances favorables  
me paraissent devoir plus facilement tourner  
au profit de M<sup>re</sup> Godein qu'à mon.

Je puis surtout avoir à craindre que  
l'on ne tienne pas suffisamment compte  
de la plus-value que mes établissements ont  
acquise par suite du développement des affaires  
des professions nouvelles qui ont été introduites dans  
la fabrication et des inventions brevetées qui  
y sont nées depuis le premier brevet.



même des dépenses que j'y ai faites,  
 si la double évaluation venait à paraître  
 devant vous le rapport dans lequel il  
 faudrait au moins me ménager la  
 faculté de retirer les nouveaux modèles  
 que j'ai construits depuis le premier modèle  
 et le matériel qui les concerne. parmi les  
 brevets un seul est de date antérieure au premier  
 (1862) les autres ont été pris depuis la demande  
 en déposition. mais malheureusement celui  
 de 1862 est le principe de plusieurs autres  
 il sera donc important de voir s'il est possible  
 de bien conserver la propriété.

Je ne suis donc pas opposé à la mise  
 en liquidation; mais je vous en ai dit hier  
 je crains des résistances; il faudrait se préparer  
 pour une autre partie au besoin, et  
 pourqu'on je vous ai proposé l'étude d'un  
 système qui consisterait à constituer un capital  
 que j'ai fait des valeurs de la commandite  
 comme étant <sup>faits</sup> sans son intérêt et pour son  
 compte, par conséquent la provision à la  
 liquidation pure et simple des établissements  
 pour partager le produit de la liquidation  
 sans que moi à faire compte des valeurs  
 non immobilisées, mais j'ai remarqué  
 que la question des brevets, des modèles  
nouveaux que j'ai construits depuis le  
premier ainsi que la plus-value industrielle  
des établissements sont des questions.



175  
dans ce système la plus valeur industrielle  
devrait sacrifier, probablement; mais pour  
mes brevets et les modèles nouveaux, il faudrait  
que j'inscrive la faculté de les retirer, sans  
faire compte à la communauté des  
quels ont coûté. ou à les comprendre dans  
la liquidation pour un prix que je fixerais.

un capital plus simple et plus exact  
devrait de liquider toute la fortune en l'état où  
elle se trouve et pour toutes les valeurs  
inscrites à mes livres sauf à me reconnaître  
le droit de prendre avant partage sur  
le produit de la liquidation la différence  
qui existerait entre le capital général qui  
existerait au moment de la liquidation et le  
capital existant au moment du procès  
en tout en me remettant aux créanciers après  
vérification de leur exactitude

Dans ce système je n'aurais aucune part  
à faire à moins que je ne sois aux brevets  
pari entendu former cette proposition  
ou une autre variante. Les bénéfices de  
mon travail et de mon industrie  
m'appartiendraient <sup>depuis la date de mon invention</sup> ~~je n'aurais~~ les  
établissements dans l'état où ils se trouvent  
et je partagerais sur le produit de  
la liquidation les sommes que j'ai dépensées  
à l'achèvement des machines et de l'installation  
mais je ferais compte à la communauté  
des valeurs mobilières existant au  
jour du procès, mes brevets restant ma  
propriété

Tout ceci n'est sans doute pas u.  
 dont il doit être question dans les  
 prochains débats; mais il me semble  
 que leur direction doit influer sur  
 la marche qui sera suivie ultérieure-  
 ment, et pourquoi j'ai cru devoir  
 vous en parler, j'ai besoin du rectif.  
 de me faire une opinion afin de  
 chercher à deviner ce qu'il y a.  
 Je crois d'ailleurs intéressant que la juris-  
 prudence n'est pas établie sur ces sortes  
 de questions il peut donc dépendre  
 pour beaucoup de nos amis et de leur  
 salut qu'il me soit ménagé la moins  
 mauvaise issue possible.

Je vous prie d'agréer mes sentiments les  
 plus dévoués

Codin